

queur aux Etats-Unis, il serait permis d'envisager l'avenir du continent américain sous un jour moins sombre. C'est là d'ailleurs la question primordiale pour l'avenir.

SIGNE D'AMÉLIORATION

Il ne manque pas de signes d'amélioration et en premier lieu il faut noter les revenus croissants des compagnies de chemin de fer, qui sont évidemment une preuve que les affaires s'améliorent. Depuis de longues années les chemins de fer n'avaient pas été dans une situation aussi prospère que maintenant. Les compagnies douteuses ont disparu ou sont sur le point de disparaître et partout on a senti le besoin d'exercer la plus stricte économie. Les finances des chemins de fer sont dans un meilleur état, et il y a beaucoup à attendre du trafic à venir. Ceci ne saurait évidemment manquer d'avoir une heureuse influence sur les affaires en général.

Il y a un autre facteur dont il convient de tenir compte dans l'appréciation générale de la situation. Depuis peu d'années les artisans et les ouvriers n'ont pu se procurer à si bon marché les objets nécessaires à la vie. Le pain, les viandes, le beurre, le fromage, les œufs, le lait, le thé, le café, le sucre, les vêtements et, de fait, tout ce qui est nécessaire pour l'existence peut s'acheter à des prix plus bas que jamais dans l'histoire du Canada.

Il est trop tôt encore pour parler des apparences de la récolte au Canada. Les produits de la ferme se vendent malheureusement à bas prix. Par contre, le bois scié est bien demandé sur le marché anglais à des prix en hausse. Dans certaines régions de l'Ontario les tristes effets de la spéculation sur les terrains n'ont pas encore complètement disparu.

Les rapports reçus des Provinces-Maritimes sont satisfaisants, les affaires dans la nôtre sont bonnes et la position au Manitoba est saine.

La demande pour le bétail aux ranches des provinces de l'Ouest est bonne et tous les yeux se tournent vers ce point avec anxiété et avec espoir en même temps.

COLOMBIE ANGLAISE.

Cette province a souffert sérieusement de la dépression existante. Mais il n'y a aucun doute qu'avec ses immenses ressources un avenir brillant lui sourit. Ses usines à conserves de saumon, ses inépuisables pêcheries de son océan, à peine exploitées, son commerce de bois, qui a l'air présentement de sortir de sa dépression, et enfin, ce qui n'est pas le moindre, ses immenses dépôts de minerais dont l'exploitation se développe rapidement, tout lui promet le succès. La fortune est à sa porte. Elle n'a besoin que d'une sage et économique administration de ses finances par son gouvernement; avec une ferme résolution de décourager toutes les entreprises de chantage et d'employer honnêtement le capital étranger qui se déverse chez elle pour devenir l'une des plus riches et prospères provinces de la Confédération. Il est malheureux qu'une forte partie des affaires des districts miniers ne profite pas au pays en général. Mais avec de plus complètes communications par voie ferrée, nous obtiendrons, sans doute, notre bonne part avant longtemps.

Les finances du Canada ont été judicieusement administrées et jamais son

crédit ne fut meilleur. A tout prendre, et comme je l'ai déjà dit, malgré que cette année doive être nécessairement une année d'anxiété, parce qu'une autre année comme celle que nous venons de terminer signifierait la ruine d'un grand nombre, et conséquemment de lourdes pertes pour les banques, il reste cependant matière à espérer beaucoup.

EXPLICATIONS DE L'ÉTAT GÉNÉRAL.

Touchant plus spécialement à l'état qui vient d'être déposé devant vous, je vais vous expliquer à présent la nature des divers items. Je dois dire qu'à la demande d'un des actionnaires nous avions tenté l'expérience de placer les chiffres de l'année dernière dans des colonnes parallèles. Mais cela composait un état de comptes à l'apparence si lourde que nous avons abandonné l'idée. Tel que prescrit par nos règlements, nous avons donc donné, selon la manière habituelle, l'état de nos opérations de l'année. Nous sentions aussi qu'un pareil état comparatif, tel qu'on le proposait, pourrait parfois mettre sous une fausse impression et qu'il était mieux que le gérant général donnât l'explication des changements quelconques.

Voici les plus importants, comparés avec ceux de l'année précédente :

Dans le passif, la circulation s'est accrue de \$324,000; les dépôts libres ont diminué de \$1,408,000, presque entièrement au compte du gouvernement. Les dépôts à intérêt ont, en apparence, diminué de \$365,000, bien qu'en réalité les dépôts du public aient augmenté de \$1,135,000: c'est parce que le gouvernement a retiré un dépôt portant intérêt, au montant de \$1,500,000. Dans l'actif, nous avons \$723,000 de plus en numéraire. Nos balances de compte à l'étranger ont diminué de \$3,268,000 pour faire face aux susdits recouvrements des dépôts du gouvernement; à une augmentation de \$1,036,000 dans nos prêts, et pour l'achat de \$385,000 de sûretés additionnelles. Les dettes en souffrance, garanties et non garanties, sont de \$112,762 moindres.

Relativement aux profits bien qu'ils n'aient été qu'un peu plus forts que l'an dernier, ils doivent, vu les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nos opérations ont été faites durant l'année expirée, être regardés comme hautement satisfaisants. Nous avons eu à faire face, durant les huit premiers mois de notre année fiscale, à des taux exceptionnellement bas à New-York et Chicago, et lorsque la crise a fait monter la valeur de l'argent, nous avons dû, pour des raisons de prudence, détenir de forts montants d'or et n'avons pas pu tirer entier avantage des chances de profits. Nous avons réussi à établir nos dividendes après avoir, croyons-nous, fait entière provision pour toutes les mauvaises créances et les comptes douteux. Il reste à voir, toutefois, si nous avons apprécié à leur complète valeur les conséquences du choc violent donné à la stabilité commerciale de notre pays par les événements de l'année, et il est possible à moins que la marée ait définitivement tourné, que le récit des embarras commerciaux ne soit pas encore fini.

Même si les affaires du pays, en général, s'améliorent, la perspective de profits dans l'année qui commence ne promet pas beaucoup vu que les taux de notre argent placé à demande à l'étranger sont purement nominaux.

Nous avons acheté les bureaux ci-dessus occupés par la banque de la Colombie Anglaise dans la cité de Victoria et c'est notre intention d'y construire pour notre Banque un édifice nouveau et convenable durant l'année prochaine (Applaudissements).

LA DISCUSSION

M. John Morrisson demande si le montant payé pour l'achat des bureaux de la Banque à Victoria, C. A., a été porté au montant des dépenses courantes ou s'il a été indiqué ailleurs.

Le président.—Il a été porté dans les dépenses.

M. John Crawford.—Est-ce que le profit réalisé sur l'emprunt de deux millions que vous avez négocié pour la cité il y a quelques temps se trouve compris dans l'année financière échu le 30 avril?

Le président.—Oui, mais en partie seulement.

M. Clouston.—Il n'a pas été compris excepté pour un très petit montant parce que l'opération n'était pas encore achevée.

M. John Crawford.—C'est une excellente affaire, je suppose, car j'ai compris qu'elle avait parfaitement réussi et qu'elle était très profitable à la banque, de sorte qu'elle sera comprise dans le compte des profits et pertes de l'année prochaine. J'aimerais à savoir du président quelle est la situation de la succursale que la Banque a récemment ouverte à Terre-Neuve. Cette île est très importante et lorsqu'on y a établi une succursale, il a été annoncé que la Banque en retirerait de grands bénéfices. Je pense qu'il serait intéressant pour les actionnaires en général d'entendre quelques remarques du président à cet égard, je serais heureusement également d'entendre ses appréciations sur la position de nos fonds aux Etats-Unis, aussi bien qu'à nos succursales de Londres, Chicago et ailleurs. J'aimerais également voir les directeurs prendre en considération une petite demande que j'ai formulée à la dernière assemblée à savoir que l'état général soit imprimé sur deux colonnes parallèles de façon à mettre en évidence les résultats des deux années.

Le président.—M. Crawford est dans le vrai en qualifiant de petite la demande qu'il a faite à cet égard. Je me souviens en effet qu'il l'a faite l'an passé. Elle fut renvoyée par le comité de direction au gérant-général, et celui-ci prit alors la peine d'expliquer le motif pour lequel on ne crut pas devoir l'adopter. Je suis certain qu'il n'avait nullement l'intention de laisser sans réponse la demande formulée par M. Crawford. Aussi puis-je assurer que cette demande va de nouveau être étudiée par ce comité de direction. Je suis certain qu'il y sera donné satisfaction pourvu toutefois que ceci n'apporte pas de trop grands changements dans la façon de procéder de la Banque.

Pour ce qui est des autres questions, il me semble que le gérant serait plus à même que moi d'y répondre. Au sujet de la succursale de Terre-Neuve, je puis dire qu'elle a donné pleine satisfaction et parfaitement répondu à l'attente de la direction. Elle a rendu de grands services sur l'île dans ces temps de panique et de détresse et elle l'a fait dans de bonnes conditions pour la Banque.

M. John Crawford.—Vous n'avez donc pas l'intention d'abandonner la succursale?